



Autorisation n° EAU/AUT/16/1065

La Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable,

Vu la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau et notamment son article 23 ;

Vu la demande du 29 décembre 2016 présentée par Kronospan Luxembourg S.A., Z.I. Gadderscheier, L-4984 Sanem, aux fins d'obtenir l'autorisation pour la mise en place d'un système de traitement pour eaux pluviales pour l'usine de transformation de bois Kronospan à Sanem

Vu le dossier de demande, notamment les documents y afférents ;

Vu la proposition de l'Administration de la gestion de l'eau ;

Arrête

Art. 1^{er} : Objet et emplacement

La mise en place d'un système de traitement pour eaux pluviales pour l'usine de transformation de bois Kronospan à Sanem est autorisée à l'emplacement indiqué ci-dessous :

Commune	Section	N° cadastral
Sanem	B de Soleuvre	44/7883

selon les conditions suivantes :

Art. 2 : Conditions

1. La présente décision ministérielle ne règle que les modalités de construction et d'exploitation de l'installation de traitement des eaux pluviales (Regenwasserbehandlung). La gestion et le traitement des eaux pluviales et eaux usées sur le site font l'objet d'une autorisation à part.
2. Les travaux projetés doivent être réalisés selon les documents annexés, tels qu'ils ont été approuvés.
3. Il est interdit de déverser dans le milieu ambiant ou dans la canalisation publique des eaux et/ou des substances pouvant provoquer, dans le cours d'eau récepteur, une pollution ayant des conséquences de nature à mettre en danger la santé humaine, à nuire aux ressources vivantes et au système écologique aquatique, à porter atteinte aux agréments ou à gêner d'autres utilisations légitimes des eaux, ainsi que compromettre leur conservation et leur écoulement.
4. Un plan « as-built » des bassins et canalisations respectives est à envoyer à l'Administration de la gestion de l'eau au plus tard un mois après finalisation des travaux de construction.

En ce qui concerne la construction et l'exploitation de l'installation de traitement pour eaux pluviales

5. Toutes les eaux pluviales du site sont à raccorder à l'installation de traitement des eaux pluviales composée d'un bassin de rétention et de sédimentation (Absetz und Vorlagebecken) suivi d'un bassin de filtration (Bodenfilter) par refoulement des eaux.
6. L'installation de traitement pour eaux pluviales doit être dimensionnée, construite et exploitée en ayant recours aux meilleures techniques disponibles et de façon à ce qu'un fonctionnement correct soit garanti en permanence. Le bon fonctionnement doit être contrôlé périodiquement, au moins une fois par an.
7. Le bassin de rétention et de sédimentation est à équiper d'une paroi siphonide (entre les parties Absetzbecken et Vorlagebecken) permettant de retenir des matières flottantes.
8. Dans une phase provisoire et jusqu'à ce que le bassin de filtration (Bodenfilter) soit construit et opérationnel, les eaux pluviales en sortie du bassin de rétention et de sédimentation (Absetz und Vorlagebecken) sont à raccorder à la canalisation DN 1400 menant les eaux pluviales dans le bassin de rétention pour eaux pluviales de la zone industrielle « Gadderscheier ».
9. Après la mise en service du bassin de filtration seules les eaux traitées par ce bassin ainsi que les eaux du trop-plein d'urgence du bassin de rétention et de sédimentation sont à raccorder à la canalisation DN 1400.
10. L'exploitant est tenu d'enregistrer la fréquence des déversements des trop pleins d'urgence du bassin de rétention et de sédimentation, ainsi que du bassin de filtration vers le DN 1400 au moyen d'un dispositif approprié. Les données de ces déversements de l'année écoulée sont à communiquer à l'Administration de la gestion de l'eau par courrier ou par courrier électronique à l'adresse e-mail : protection@eau.etat.lu au plus tard pour le 31 janvier de l'année suivante. A tout moment et sur simple demande, ce registre est à remettre à la disposition des autorités compétentes.
11. Le bassin de filtration est à équiper d'une vanne de sécurité permettant de retenir toutes les eaux (débit d'étranglement et trop-plein) en cas de dépassement des normes de rejet ou en cas d'incident.
12. L'installation est à réaliser de façon à réduire la charge organique des eaux pluviales de façon à ce que l'effluent respecte les normes de rejets suivantes avant le raccordement à la canalisation des eaux pluviales de la zone d'activités :

Paramètres	Valeurs
pH	6.5-8.5
Matières décantables	≤ 0,3 mL/L (après 2 heures)
Matières en suspension	≤ 30 mg/L
Demande chimique en oxygène (DCO)	≤ 90 mg/L O ₂ En moyenne sur 24 h
Demande biochimique en oxygène (DBO ₅)	≤ 15 mg/L O ₂ En moyenne sur 24 h
Ammonium (NH ₄ -N)	≤ 5 mg/L En moyenne sur 2 h

13. Il est interdit de diluer l'effluent de l'installation de traitement avec de l'eau propre dans le but de respecter les concentrations maximales prescrites.
14. L'effluent de l'installation de traitement des eaux pluviales vers la canalisation des eaux pluviales de la zone industrielle ne doit provoquer dans l'eau aucune coloration ou formation de mousse et ne doit pas contenir des graisses, des huiles ou d'autres substances à effet nocif pour la flore et faune aquatiques.

15. Afin de pouvoir contrôler le respect des normes de rejet prescrites ci-dessus, l'exploitant doit procéder aux contrôles et analyses suivants des rejets des eaux pluviales à la sortie de l'installation de traitement des eaux pluviales à l'aide de prélèvements par échantillonneur automatique. Pour les paramètres marqués « en continu », des sondes sont à installer:

Paramètres	Fréquence
Aspect de l'effluent	jour ouvrable
Débit d'eau déversée	en continu
conductivité	en continu
pH	en continu
Matières décantables	jour ouvrable
Matières en suspension/ turbidité	en continu
DBO ₅	hebdomadaire
DCO	en continu
NH ₄ -N	en continu
Ntot (Azote total)	hebdomadaire

16. Une copie des résultats des analyses doit être transmise mensuellement à l'Administration de la gestion de l'eau par courrier électronique à l'adresse e-mail : protection@eau.etat.lu.
17. L'installation des sondes doit être réceptionnée par un organisme agréé.
18. Les sondes utilisées pour le contrôle des normes de rejets sont à entretenir et un calibrage est à effectuer dès qu'il y a nécessité, et au moins une fois par mois par une personne formée et compétente dans le domaine et annuellement par un organisme agréé.
19. En cas de dépassement des normes de rejet prescrites, d'un non-fonctionnement de l'installation de traitement des eaux pluviales ou de tout autre incident grave mettant en jeu l'état de l'eau conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, toutes les dispositions doivent immédiatement être prises pour contenir la pollution (avertir le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS), tél.: 112). L'exploitant doit avertir sans délai l'Administration de la gestion de l'eau par téléphone et courrier électronique à l'adresse pollutions@eau.etat.lu.
20. La canalisation de rejet à la sortie du site doit être pourvue d'un point de mesurage et de prélèvement d'échantillons. Ce point doit être implanté dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser les mesures et le prélèvement des échantillons représentatifs de manière à ce que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.
21. Le point de prélèvement d'échantillons doit être aménagé de manière à être aisément accessible aux agents de contrôle.
22. Les matières solides retenues dans les bassins sont considérés comme des déchets et sont à éliminer selon la législation en vigueur dans la matière.

En ce qui concerne la phase chantier

23. Le ravitaillement des engins/équipements de chantier doit se faire sur une (des) aire(s) étanche(s) aux hydrocarbures et permettant de recueillir des fuites ou pertes éventuelles.
24. Les tonneaux et bidons contenant des produits chimiques doivent être placés à l'intérieur ou au-dessus d'une cuve. Cette cuve doit être imperméable aux produits stockés et à l'eau et doit avoir une capacité d'au moins la moitié de la capacité totale des produits qu'elle peut contenir.

25. Des toilettes en nombre suffisant doivent être mises à la disposition des personnes occupées sur le chantier. Les mesures suivantes sont à prendre :
- Les eaux usées sanitaires doivent, soit être évacuées vers le réseau d'égout public pour eaux usées conformément au règlement communal sur la canalisation, soit être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein.
 - Les eaux usées des toilettes chimiques doivent obligatoirement être recueillies dans une citerne étanche dépourvue d'un trop-plein. Les produits chimiques utilisés dans des toilettes chimiques ne doivent pas contenir de substances difficilement biodégradables telles que le formaldéhyde ou des détergents cationiques.
 - Les citernes prémentionnées doivent être vidangées régulièrement et chaque fois qu'il y a nécessité par une entreprise autorisée à cet effet.
26. Toutes les eaux de fouille ainsi que les eaux de surface souillées par des matières inertes peuvent être évacuées :
- vers le cours d'eau récepteur, à condition de ne pas contenir de substances polluantes, de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/l et de représenter un débit inférieur à 15% du débit du cours d'eau récepteur.
 - de manière diffuse sur les terrains du requérant, à condition de ne pas contenir de substances polluantes et de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/l. Toute évacuation diffuse sur les terrains du requérant ne doit engendrer aucun dommage à des tiers.
 - vers la canalisation pour eaux pluviales de la commune, à condition de ne pas contenir de substances polluantes et de respecter une teneur maximale des matières en suspension de 100 mg/l. Tout raccordement à la canalisation communale pour eaux pluviales est à clarifier au préalable avec l'administration communale territorialement compétente.
- 27.
- En cas de besoin et afin de respecter les conditions énoncées précédemment, un bassin de décantation de capacité appropriée est à aménager.

En cas de pollution accidentelle

28. En cas de pollution accidentelle (par exemple déversement d'hydrocarbures, rupture de récipients, déversement de produits dangereux, fuites des installations d'eaux usées), des mesures immédiates sont à prendre pour empêcher une migration des polluants en direction des eaux de surface et des eaux souterraines (p.ex. fermeture des vannes de sécurité, utilisation d'agglutinant d'huiles). L'Administration communale territorialement compétente, l'Administration de la gestion de l'eau (tél.: 112, email: pollutions@eau.etat.lu) et, si nécessaire, le Corps grand-ducal d'incendie et de secours (CGDIS) sont à informer sans délai de l'incident.

Art. 3 : Validité

Conformément à l'article 24, point (3) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, l'autorisation devient caduque lorsque les installations, ouvrages, travaux ou activités autorisés

- n'ont pas été commencés, achevés ou mis en service dans un délai de deux ans ;
- ont chômé pendant deux années consécutives ;
- ont été détruits ou mis hors d'usage par un accident quelconque ou
- ont été déplacés ou ont subi une transformation ou extension.

Art. 4 : Contrôles

L'Administration de la gestion de l'eau peut effectuer à tout moment des contrôles afin de s'assurer du respect des conditions fixées par la présente autorisation.

Art. 5 : Limites

Cette autorisation couvre uniquement les aspects en rapport avec la protection et la gestion des eaux. Elle ne dispense pas de l'octroi d'autres autorisations éventuellement requises par l'application d'autres textes réglementaires.

Art. 6 : Recours

Conformément à l'article 25 de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, un recours contre la présente décision est ouvert devant le tribunal administratif qui statue comme juge du fond. Le recours doit être introduit, sous peine de forclusion, dans un délai de 40 jours à compter de la notification de la présente décision par requête signée d'un avocat à la cour.

Art. 7 : Transmission

Conformément à l'article 24, point (2) de la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, une copie de la présente est adressée à l'administration communale territorialement compétente.

Luxembourg, le **15 JUIN 2020**

La Ministre de l'Environnement, du Climat
et du Développement durable


Carole Dieschbourg

Documents annexés :

- Extrait du plan cadastral
- Mémoire technique et calculs - Octobre 2017
- Mémoire technique et calculs - Juillet 2019
- Plan 2.1 : Übersichtslageplan mit Einzugsgebiet
- Plan 3.2 : Regelquerschnitt BF
- Plan 4.2 : Zulauf-/Ablaufbauwerke BF
- Plan 4.3 : Zulauf-/ Ablaufbauwerke RBF
- Plan 3.1.1 : Teilbauwerk A, Vorlage-/Absetzbecken - prov. Bauzustand
- Plan 2.1.2 : Teilbauwerk A, Vorlage-/Absetzbecken - Endausbauzustand
- Plan 3.2 : Teilbauwerk C, Sand und Geröllfang
- Plan 3.3 Teilbauwerk A und B, Zulaufbauwerk und Vorlage-/Absetzbecken
- Plan 3.4 : Teilbauwerk D, Ablaufbauwerk- prov. Bauzustand
- Plan n° ID-A102 : Plan de situation - Etat actuel d'information
- Plan n° ID-A601 : Plan de situation - réseaux projetés multitubulaire

